



L'IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA CRISE

sur les territoires de Nouvelle-Aquitaine

Actualisation - Mars 2021



15%



DATAR

Délégation à l'Aménagement
du Territoire et à l'Attractivité
Régionale

Direction de l'Intelligence
Territoriale et de la Prospective



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

nouvelle-aquitaine.fr

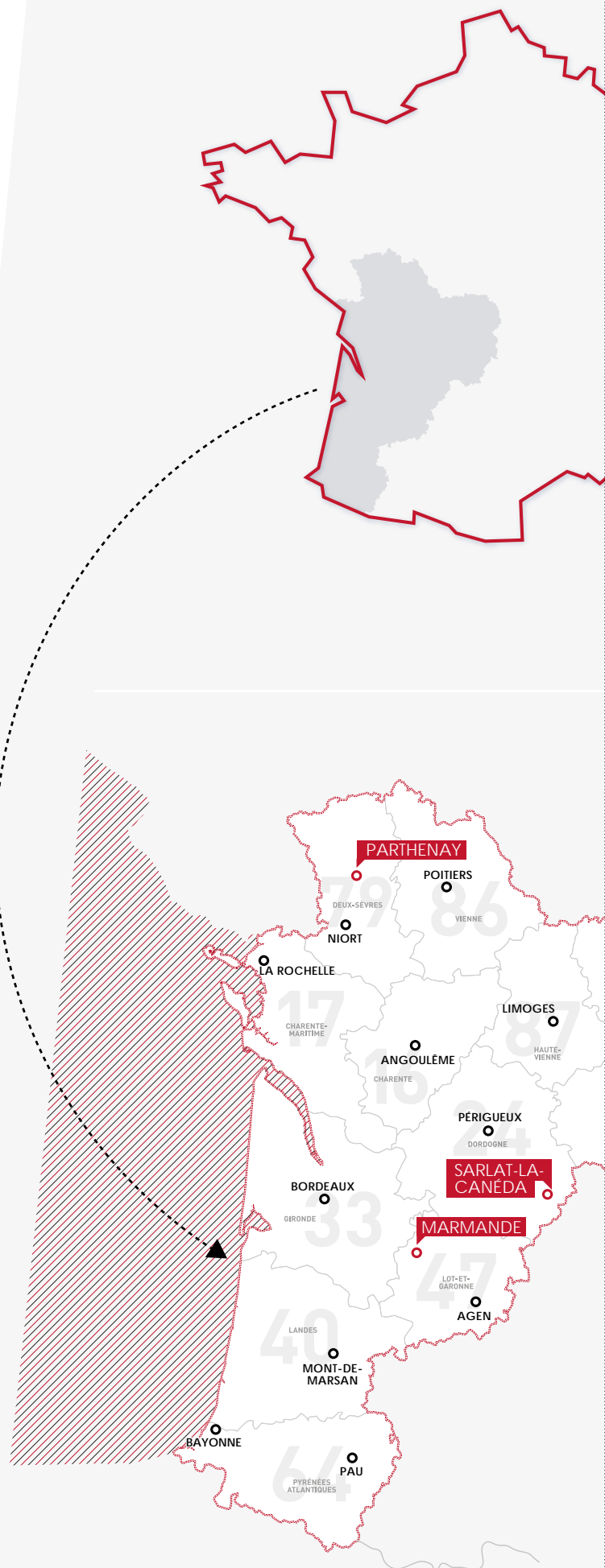


DES DONNÉES AU SERVICE DES STRATÉGIES DE DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL

//////

Au sein du Pôle DATAR de la Région Nouvelle-Aquitaine, la Direction de l'Intelligence Territoriale et de la Prospective (DITP) est un centre de ressources, d'analyse et de prospective. Sa mission est d'apporter une aide à la décision en matière d'attractivité et d'aménagement équilibré du territoire. Elle produit des diagnostics territoriaux, des analyses spatiales et des études statistiques qui contribuent à l'élaboration de projets de développement territoriaux. Elle est également en charge de la coordination et de la mise en œuvre du *Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires* (SRADDET).

Dans le prolongement d'un premier document portant sur la période allant de décembre 2019 à fin juin 2020, nous analysons ici l'impact de la crise sur les territoires de Nouvelle-Aquitaine en nous appuyant sur les données du troisième trimestre de 2020.



Au 3^e trimestre,

FORTE REPRISE DE +1,77% sur la France entière,
soit 323 109 emplois privés supplémentaires
(hors agriculture)

Mais cela ne compense pas les pertes
des deux premiers trimestres, de plus de 620 000 emplois.
Le solde reste donc négatif sur l'ensemble de la période.

Les effectifs salariés du secteur privé ont baissé de

297 307


emplois en **FRANCE** sous l'impact
de la crise économique

soit un taux de croissance trimestriel moyen de -0,53%,
équivalent au taux observé lors de la crise de 2008-2009

Toutes les régions sans exception ont bénéficié de la reprise,
à commencer par les deux les plus touchées au premier
semestre, la Corse et PACA. En dehors de ces deux cas, on
n'observe cependant pas de relation très forte pour l'ensemble
des régions entre la dynamique des deux premiers trimestres
et celle du troisième trimestre.

Au 3^e trimestre, malgré une dynamique très forte
des secteurs les plus touchés,
le classement reste inchangé

Plus de la moitié de la baisse des emplois
se concentre dans **3** secteurs :

 **-3,44%**
L'INTÉRIM

 **-2,38%**
HÉBERGEMENT
RESTAURATION

 **-1,67%**
ARTS, SPECTACLES
ACTIVITÉS RÉCRÉATIVES


*taux de croissance trimestriels moyens
des secteurs A28 France entière*

LA NOUVELLE-AQUITAINE

3^e 
RÉGION
LA MOINS TOUCHÉE

La Nouvelle-Aquitaine se situe en 8^e position au troisième trimestre (T3),
alors qu'elle était au 3^e rang des régions les moins touchées au premier
semestre.

Ces évolutions en T3 n'ont pas modifié le classement global des régions
lorsqu'on compare le classement des deux premiers trimestres et celui
des trois premiers trimestres.

 Les zones d'emploi de
Nouvelle-Aquitaine sont touchées
de manière différenciée, la baisse
trimestrielle moyenne variant de :

-0,05% pour la zone
de **MARMANDE**

-1,92% pour la zone
de **PARTHENAY**

> **SARLAT-LA-CANÉDA** demeure néan-
moins une de celles qui a le plus souffert
sur l'ensemble de la période.

↑ Certains territoires, **Bayonne, Pauillac,**
Bressuire et Périgueux, ont connu des
dynamiques très favorables, elles se situent
désormais parmi les zones les moins touchées.

↓ A l'inverse, **Parthenay, Pau et Rochefort** sont
impactées très fortement et reculent nettement
dans le classement des zones.

 **LA BAISSÉ LÉGÈREMENT MOINS FORTE
EN NOUVELLE-AQUITAINE
QUE DANS LA FRANCE ENTIÈRE**

A l'échelle des zones d'emploi, on observe une relation
négative plus forte, pour un plus large ensemble de
territoires, entre la période 2019T4-2020T2 et
2020T2-2020T3 : **les zones d'emploi ayant le plus
souffert ont le plus bénéficié de la reprise, les zones
d'emploi ayant le moins souffert en ont le moins
bénéficié.** Ceci est vrai, avec une intensité plus forte,
en Nouvelle Aquitaine.

 **ON RETROUVE L'IMPORTANCE
DE CES EFFETS LOCAUX,**

Les analyses structurelles-résiduelles que nous avons
menées, à l'échelle des régions comme à l'échelle des
zones d'emploi, montrent que les effets locaux dominent
toujours les effets structurels.

**L'effet local positif de la Nouvelle-Aquitaine s'explique
pour une bonne part par une dynamique moins défavo-
rable de l'intérim et du commerce et par une dynamique
plus favorable de l'industrie agro-alimentaire.**



SOMMAIRE

P.05

INTRODUCTION

P.06

LES CONSTATS

- 1/ Une reprise qui n'atténue que partiellement le choc du premier semestre
- 2/ Les secteurs ayant le plus souffert au premier semestre profitent le plus de la reprise
- 3/ Les zones d'emploi les plus touchées au premier semestre profitent également le plus de la reprise
- 4/ Analyses structurelle-résiduelle : les effets locaux prédominent toujours

P.18

EN CONCLUSION

P.20

ANNEXES

Annexe 1 : outils statistiques mobilisés pour comparer les sous-périodes

Annexe 2 : présentation de l'analyse structurelle-résiduelle

Annexe 3 : évolution des secteurs A88

Annexe 4 : évolution des zones d'emploi de Nouvelle-Aquitaine

Annexe 5 : cartographie des zones d'emploi « atypiques »

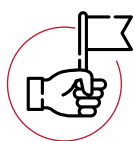




CRISE ÉCONOMIQUE, quel impact en Nouvelle-Aquitaine ?



Nous avons analysé dans une première note l'évolution de l'emploi privé hors agriculture entre le dernier trimestre de 2019 et le deuxième trimestre de 2020. Nous avons notamment montré que le choc lié à la crise avait conduit à la destruction de près de 640 000 emplois, soit un rythme trimestriel de -1,71%, trois fois plus important que celui observé pendant la crise de 2008-2009 (-0,54%). Trois secteurs (*l'intérim, la restauration et l'hébergement*) concentraient plus de 50% des pertes. Toutes les régions étaient touchées, la Nouvelle-Aquitaine un peu moins que la plupart des autres cependant (*les trois régions les moins touchées étaient la Bretagne, les Hauts-de-France et la Nouvelle-Aquitaine*). On observait des impacts plus fortement différenciés entre les zones d'emploi, même si toutes enregistraient une baisse : en Nouvelle-Aquitaine, Sarlat-la-Canéda, Pauillac et Rochefort étaient les plus touchées, alors qu'à l'inverse, Marmande, Bressuire et Dax étaient moins impactées.



» L'objectif de ce document est d'analyser les données mises à disposition par l'Urssaf à fin septembre 2020¹.

Nous exploitons plus précisément trois fichiers :

1. les données par région et selon une nomenclature en 28 secteurs d'activité (*agrégation de la nomenclature A38*) ;
2. les données France entière par secteur plus détaillés (A88) ;
3. les données par zones d'emploi (*322 zones en France, dont 304 en France métropolitaine*), tous secteurs confondus.

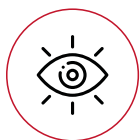


Suite à une reprise de l'activité au 3^e trimestre, l'objectif est de répondre aux questions suivantes :

- > Dans quelle mesure la reprise a-t-elle permis d'atténuer le choc des deux premiers trimestres ?
- > Quels secteurs ont été les plus impactés par cette reprise ?
- > Quelles régions, quelles zones d'emploi ?
- > Est-ce celles qui avaient été le plus impactées, ou à l'inverse celles qui avaient été le moins impactées ?
- > La reprise observée modifie-t-elle le classement des territoires (régions ou zones d'emploi) et/ou des secteurs ?
- > L'importance relative des effets de spécialisation et des effets locaux à l'échelle des régions et/ou des zones d'emploi est-elle également modifiée ?²

¹ Les données ont été mises en ligne le 30 décembre 2020. Elles sont disponibles en open data à cette adresse : open.urssaf.fr

² Pour répondre à ces questions, nous mobilisons des outils statistiques (coefficients de corrélation de Spearman et de Bravais-Pearson) présentés en annexe 1, ainsi que des analyses structurelle-résiduelle présentées en annexe 2.



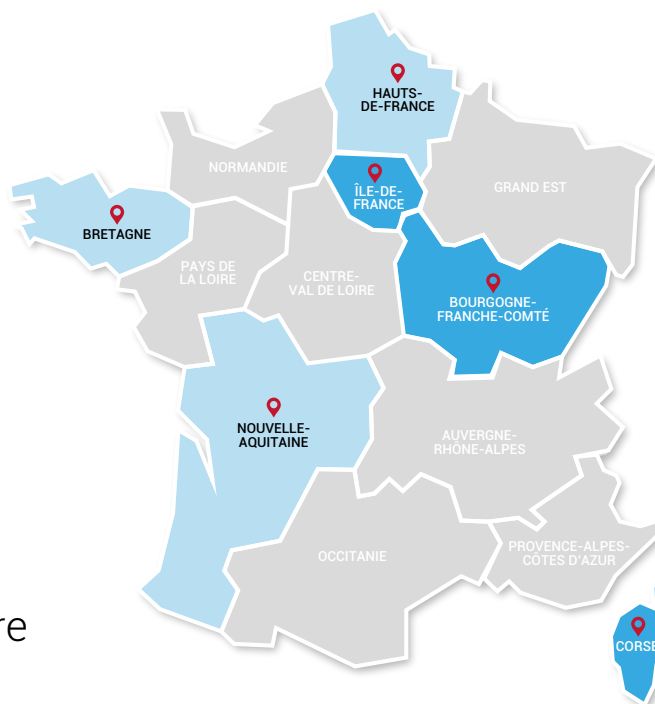
LES CONSTATS



1/ UNE REPRISE QUI N'ATTÉNUÉ QUE PARTIELLEMENT LE CHOC DU PREMIER SEMESTRE

» France entière, l'emploi privé hors agriculture a augmenté entre fin juin et fin septembre 2020 de 323 109 unités, soit une hausse de 1,77%.

Cette hausse ne compense donc qu'en partie la forte baisse observée entre fin décembre 2019 et fin juin 2020, qui avait été, d'après les nouveaux chiffres fournies par l'Urssaf³, de 620 416 emplois, soit une baisse trimestrielle moyenne de -1,66%.



Sur l'ensemble de la période, la baisse a été en nombre absolu de **297 307 EMPLOIS**, soit une baisse trimestrielle moyenne de **0,53%**.

Le choc reste donc conséquent, puisque ce rythme trimestriel est celui observé lors de la crise de 2008-2009.

TABEAU 1 TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIELS MOYENS DES RÉGIONS DE FRANCE MÉTROPOLITAINE

RÉGIONS	2019T4-2020T2	2020T2-2020T3	2019T4-2020T3
Auvergne-Rhône-Alpes	-1,62%	1,85%	- 0,47%
Bourgogne-Franche-Comté	-1,98%	1,89%	-0,70%
Bretagne	-1,47%	1,95%	-0,34%
Centre-Val de Loire	-1,73%	1,93%	-0,53%
Corse	-4,87%	6,13%	-1,33%
Grand Est	-1,65%	1,58%	-0,59%
Hauts-de-France	-1,48%	1,98%	-0,34%
Île-de-France	-1,64%	1,37%	-0,64%
Normandie	-1,76%	1,66%	-0,63%
Nouvelle-Aquitaine	-1,49%	1,80%	-0,41%
Occitanie	-1,61%	1,76%	-0,50%
Pays de la Loire	-1,54%	1,71%	-0,47%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-2,07%	2,48%	-0,58%
France métropolitaine	-1,66%	1,76%	-0,54%

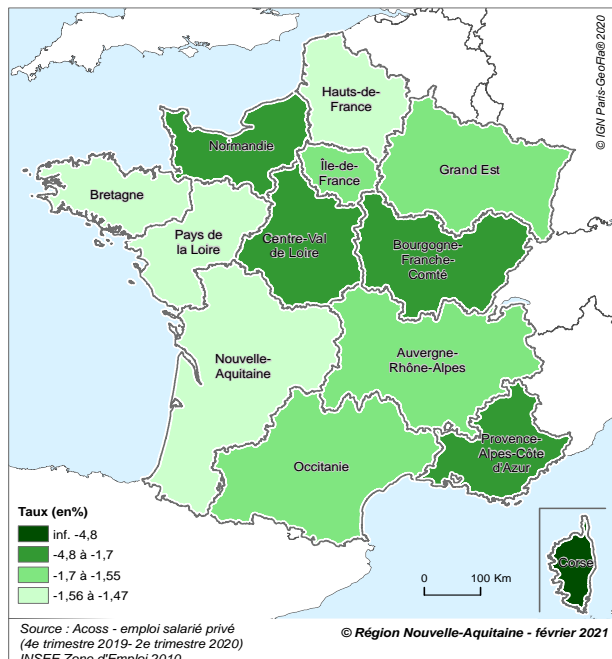
À L'ÉCHELLE DES RÉGIONS, TOUTES ONT BÉNÉFICIÉ DE LA REPRISE, à commencer par la Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui avaient été les deux régions les plus impactées lors des deux premiers trimestres.

³ Les nouveaux chiffres fournis par l'Urssaf pour fin 2019 et début 2020 diffèrent légèrement de ceux des fichiers précédents, suite à des corrections des données. Dans le fichier précédent, la baisse était d'environ 638 000 emplois, elle est ramenée à environ 620 000. Le taux trimestriel moyen passe de -1,71% (ancienne base) à -1,66% (nouvelle base).

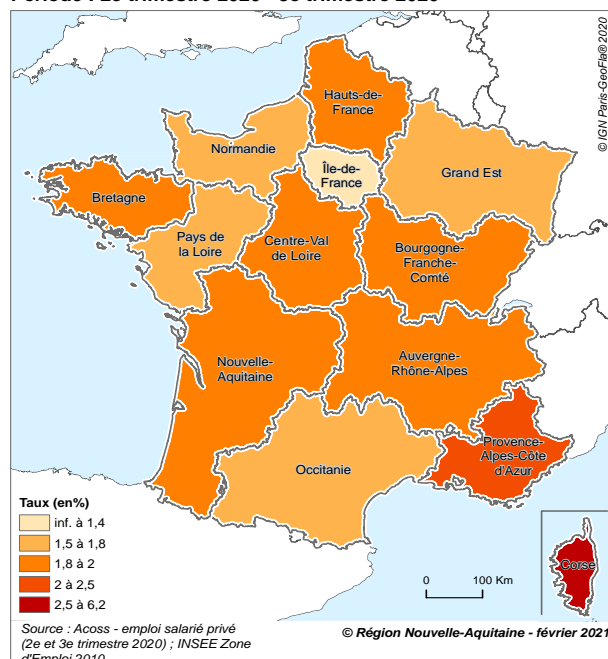
TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL MOYEN EN EMPLOI PAR RÉGION

sur la période 4^e trimestre 2019 - 3^e trimestre 2020

Période : 4^e trimestre 2019 - 2^e trimestre 2020



Période : 2^e trimestre 2020 - 3^e trimestre 2020



> On n'observe cependant pas de relation inverse claire entre le choc des deux premiers trimestres et la reprise du troisième : les Hauts-de-France, 2^e région la moins touchée lors du premier choc, est la 3^e région à avoir le plus profité de la reprise ; la Normandie, plus touchée que la plupart des régions lors du premier choc, est l'une de celles qui a le moins bénéficié de la reprise, contrairement à la Corse et à PACA. On observe donc toutes les configurations, à cette échelle géographique. La Nouvelle-Aquitaine, quant à elle, 3^e région la moins touchée lors des deux premiers trimestres, arrive seulement en 8^e position des régions ayant le plus profité de la reprise.

CES RÉSULTATS DU 3^e TRIMESTRE
NE MODIFIENT QU'ASSEZ PEU
LE CLASSEMENT DES RÉGIONS,
si l'on compare la période 2019T4-2020T2
et la période 2019T4-2020T3.

À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

**Les régions de France métropolitaine
les plus touchées par la crise actuelle sont :**

- Corse (-1.33%) ;
- Bourgogne-Franche-Comté (-0.70%) ;
- Ile-de-France (-0.64%).

Les moins touchées sont :

- à égalité Haut-de-France
et Bretagne (-0.34%) ;
- Nouvelle-Aquitaine (-0,41%)

On note cependant que PACA passe du 12^e
au 8^e rang des régions les plus touchées, et
qu'à l'inverse, l'Ile-de-France passe du 7^e au
11^e rang.

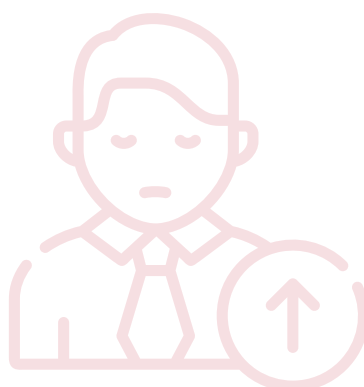
**La Nouvelle-Aquitaine reste la 3^e région
française la moins touchée.**



2/ LES SECTEURS AYANT LE PLUS SOUFFERT AU 1^{ER} SEMESTRE PROFITENT LE PLUS DE LA REPRISE

» L'analyse des évolutions sectorielles peut se faire à deux niveaux : au niveau de la décomposition en 28 secteurs proposée dans le fichier régions, et au niveau de la décomposition en 88 secteurs France entière.

Nous reprenons dans le tableau en page suivante, les résultats France entière pour les 28 secteurs, et en annexe 3 le résultat pour les 88 secteurs.



Le secteur qui a connu la croissance la plus forte France entière est le secteur de l'intérim, qui avait connu à l'inverse la plus forte chute au deux premiers trimestres. Il est suivi de deux autres secteurs dont la croissance avait été fortement négative au premier semestre : l'hébergement-restauration d'une part, et le secteur « arts, spectacles et activités récréatives » d'autre part.

> En dehors de ces secteurs, les évolutions sont plus diversifiées : certains secteurs fortement impactés au premier semestre restent impactés au troisième, d'autres moins impactés restent moins impactés. On n'observe donc pas de relation négative générale entre la dynamique du premier semestre et celle du troisième trimestre. On retrouve des résultats légèrement différents à l'échelle des secteurs en A88 : la relation, même si elle n'est pas de très forte intensité, est plus générale, les secteurs ayant bénéficié le plus de la reprise sont ceux qui avaient le plus souffert, ceux en ayant bénéficié le moins sont ceux qui avaient le moins souffert. Cette différence de résultat peut s'expliquer par le fait que la nomenclature en 28 secteurs agrège des secteurs A88 aux comportements différenciés.

TABLEAU 2 TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIELS MOYENS DES SECTEURS A28 FRANCE ENTIÈRE

SECTEURS	2019T4-2020T2	2020T2-2020T3	2019T4-2020T3
Intérimaires	-14,37%	22,77%	-3,44%
Arts, spectacles et activités récréatives	-6,71%	9,24%	-1,67%
Hébergement et restauration	-5,97%	5,23%	-2,38%
Education	-1,62%	3,83%	0,17%
Autres activités de services	-2,13%	2,69%	-0,55%
Recherche, développement et autres activités scientifiques et techniques	-0,76%	1,34%	-0,07%
Construction	-0,02%	1,32%	0,43%
Action sociale et hébergement médico-social	-0,50%	1,31%	0,10%
Activités pour la santé humaine	-0,20%	1,29%	0,29%
Edition, télécommunications et activités informatiques	-0,66%	1,14%	-0,06%
Industries agro-alimentaires	-0,65%	1,11%	-0,07%
Activités de services administratifs et de soutien [hors intérimaires]	-1,61%	1,10%	-0,72%
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	-0,28%	0,45%	-0,04%
Administration publique	-0,78%	0,43%	-0,38%
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	-0,68%	0,42%	-0,32%
Transports et entreposage	-0,96%	0,36%	-0,52%
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	-0,26%	0,25%	-0,09%
Activités financières et d'assurance	-0,48%	0,00%	-0,32%
Activités immobilières	-0,89%	-0,01%	-0,60%
Cokéfaction-raffinage, industrie chimique et pharmaceutique	-0,08%	-0,15%	-0,11%
Industrie du meuble et diverses ; réparation et installation de machines	-0,59%	-0,31%	-0,49%
Industries extractives	-0,06%	-0,32%	-0,15%
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	-0,31%	-0,42%	-0,34%
Industrie des plastiques et autres produits non minéraux	-0,68%	-0,58%	-0,65%
Fabrication d'équipements électriques	-0,89%	-0,62%	-0,80%
Bois et papier	-0,70%	-0,63%	-0,68%
Fabrication de machines et de matériel de transport	-0,62%	-0,86%	-0,70%
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	-0,95%	-1,09%	-0,99%
Habillement, textile et cuir	-0,92%	-1,19%	-1,01%

Le tableau est trié par ordre décroissant des taux de croissance observés au troisième trimestre de 2020.

> Dans tous les cas, les résultats du troisième trimestre ne modifient pas fondamentalement le classement des secteurs si l'on compare 2019T4-2020T2 et 2019T4-2020T3.

Le fait que le taux de croissance des secteurs qui allaient le moins bien soit plus fort au troisième trimestre fait que les écarts entre les secteurs se réduisent, mais dans l'ensemble, ces secteurs (*intérim, hébergement-restauration, arts-spectacles-activités récréatives*) restent ceux qui ont le plus souffert sur l'ensemble de la période.



Si l'on raisonne non plus en taux de croissance mais en nombre d'emplois, on constate enfin que, sur l'ensemble de la période, 4 secteurs (au niveau de la nomenclature en 28 secteurs) ont créé des emplois, pour un total de 29 651 emplois.

> C'est principalement le secteur de la **construction** qui y contribue, avec 18 817 emplois, suivi de l'activité pour la **santé humaine** (5 148), **l'hébergement social et médico-social** (3 819) et **l'éducation** (1 767).

> A l'autre extrême, trois secteurs concentrent 58% des pertes : **l'hébergement-restauration** (82 314), **l'intérim** (78 630) et les **activités de services administratifs et de soutien** - hors intérimaires - (30 173).

**De manière générale,
sur l'ensemble des SECTEURS renseignés dans la base de données**

4 ONT CONNU UNE
HAUSSE DE L'EMPLOI
entre le dernier trimestre 2019
et le troisième trimestre 2020

A eux quatre, ils ont contribué à la création de

29 651 EMPLOIS
EN FRANCE
MÉTROPOLITAINE



63%

de ces créations d'emplois s'expliquent
par la croissance du secteur

GÉNIE CIVIL - CONSTRUCTION
(+ 18 817 emplois)



17%

par le secteur

**SANTÉ
HUMAINE**
(+ 5 148 emplois)



13%

par le secteur

**HÉBERGEMENT SOCIAL
ET MÉDICO-SOCIAL**
(+ 3 819 emplois)

7%

par le secteur

ÉDUCATION
(+ 1 767 emplois)

PLUS DE 58%
des pertes d'emploi sont
imputables à **3 SECTEURS** :



INTÉRIM

destruction de

78 630
EMPLOIS

et un taux de croissance de -3,44%



**HÉBERGEMENT
RESTAURATION**

destruction de

82 314
EMPLOIS

et un taux de croissance de -2,38%



**ACTIVITÉS DE SERVICES
ADMINISTRATIFS**

destruction de

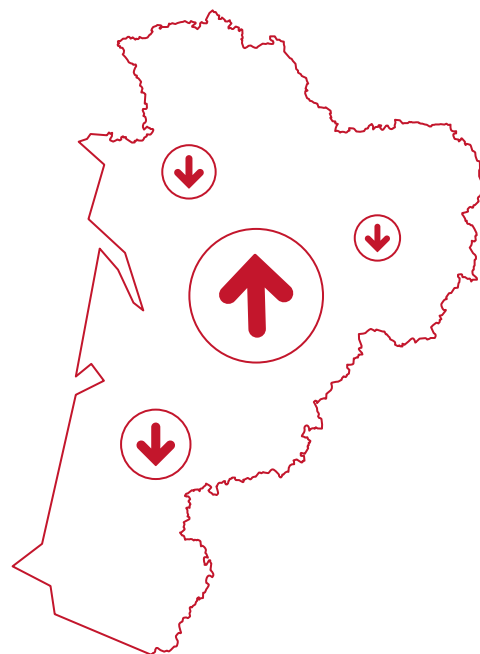
30 173
EMPLOIS

et un taux de croissance de -0,72%



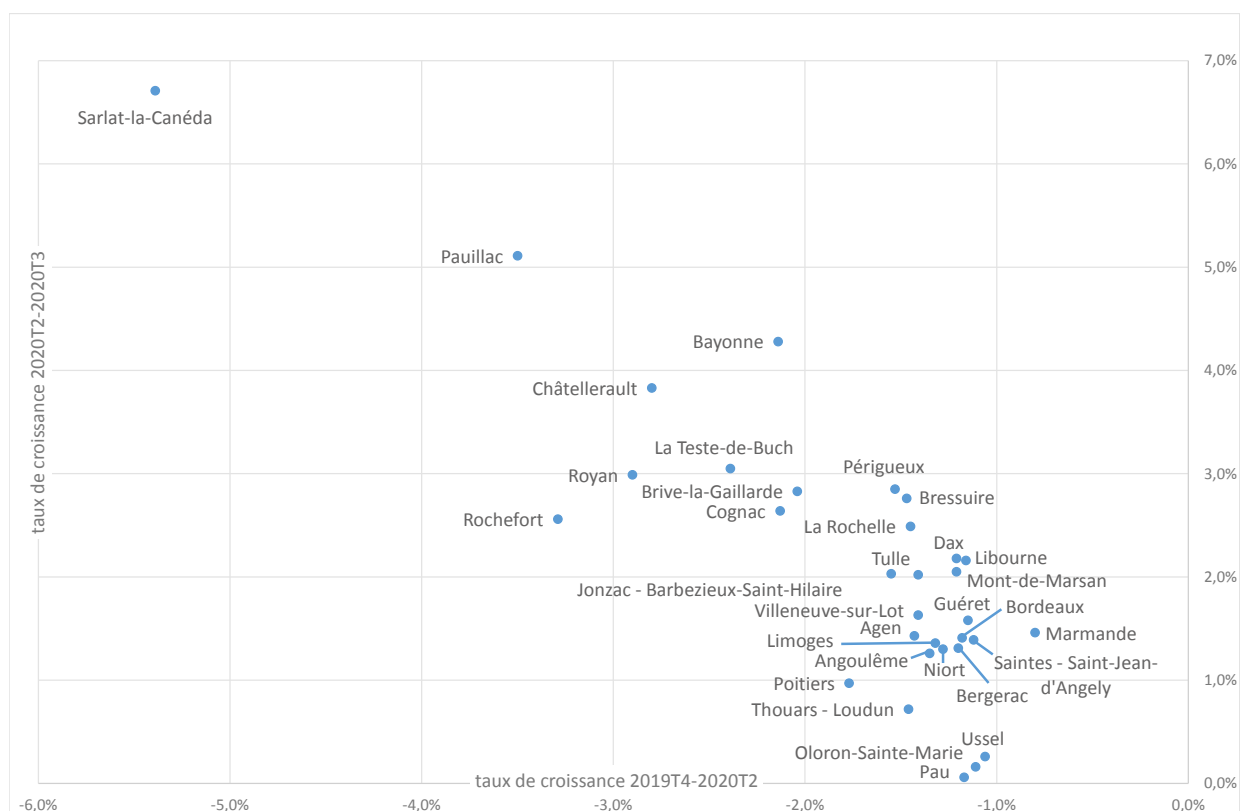
3/ LES ZONES D'EMPLOI LES PLUS TOUCHÉES AU PREMIER SEMESTRE PROFITENT ÉGALEMENT LE PLUS DE LA REPRISE

» Si l'on analyse une fois encore les taux de croissance de l'emploi 2019T4-2020T2, d'une part, et ceux de la période 2020T2-2020T3, d'autre part, on observe cette fois, à l'échelle des zones d'emploi, une relation négative d'intensité relativement forte pour l'ensemble de la France, et d'intensité encore plus forte pour la Nouvelle-Aquitaine.



Les zones d'emploi ayant le plus souffert au premier semestre ont bénéficié de la plus forte reprise au troisième trimestre, celles ayant le moins souffert au premier semestre ont le moins bénéficié de la reprise au troisième trimestre.

FIGURE 1 DYNAMIQUE COMPARÉE DES ZONES D'EMPLOI DE NOUVELLE-AQUITAINE



L'annexe 4 présente les résultats détaillés pour toutes les zones d'emploi de Nouvelle-Aquitaine.

> La zone de Sarlat-la-Canéda, la plus touchée par la crise du début d'année, a connu le taux de croissance le plus fort au troisième trimestre, mais sur l'ensemble de la période, elle reste en avant-dernière position.

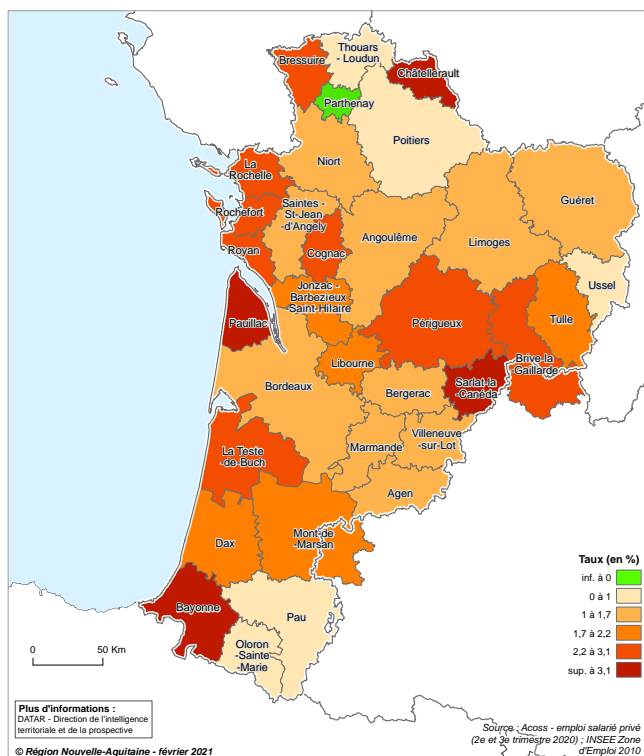
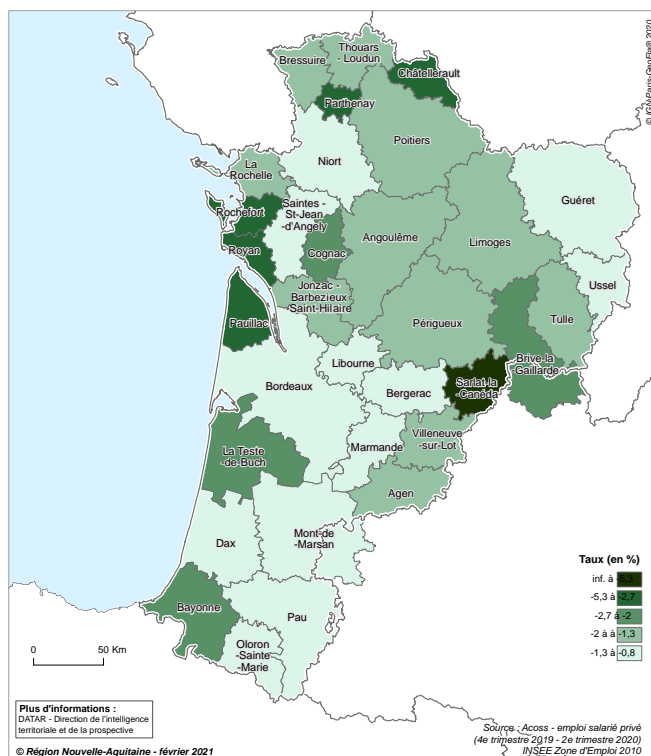
> Bayonne, Bressuire et Périgueux, en revanche, remontent fortement dans le classement : Bayonne du 25^e au 2^e rang, Bressuire du 14^e au 4^e et Périgueux du 21^e au 6^e rang.

> Ussel, Oloron-Sainte-Marie et Pau font le trajet inverse, en passant respectivement du 3^e au 23^e rang, du 2^e au 25^e rang et, pour Pau, du 7^e au 28^e rang.

La comparaison des périodes 2019T4-2020T2 et 2019T4-2020T3 France entière montre que le classement a peu bougé, mais pour la Nouvelle-Aquitaine, même s'il reste relativement stable, son évolution est plus marquée.

TAUX DE CROISSANCE TRIMESTRIEL MOYEN EN EMPLOI

sur la période 4^e trimestre 2019 - 3^e trimestre 2020



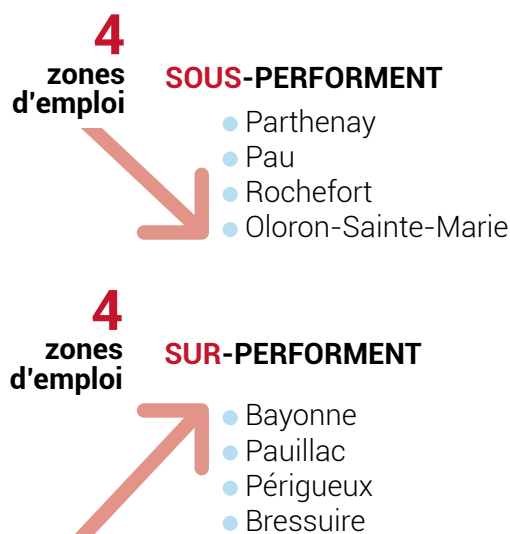
Pour approfondir, nous avons analysé la relation statistique entre la croissance du troisième trimestre et celle des deux premiers trimestres pour l'ensemble des zones d'emploi (voir l'annexe 5 pour des précisions et les résultats cartographiques).

> On constate que la dynamique du premier semestre « explique » en moyenne 63% de la dynamique du troisième trimestre, étant entendu que la relation est négative. Le modèle est donc plutôt bon.

> Mais certaines zones s'en écartent, certaines parce que la croissance du troisième trimestre est bien supérieure à celle attendue compte-tenu de la dynamique observée en début d'année, d'autres parce que, à l'inverse, elle est bien inférieure à ce qui était attendu.

À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Si l'on se focalise sur les zones d'emplois de Nouvelle-Aquitaine (voir l'annexe 5 pour des précisions sur ce point) :





4/ ANALYSES STRUCTURELLE-RÉSIDUELLE : LES EFFETS LOCAUX PRÉDOMINENT TOUJOURS

» Le premier document avait montré que les effets locaux dominaient les effets structurels pour la plupart des régions (voir l'annexe 2 pour des précisions sur la méthode).

Ceci pourrait résulter du fait que la crise a touché prioritairement les activités présentielle, qui sont réparties de manière plus homogène sur les territoires, même si des différences locales de dynamique existent.

La Nouvelle-Aquitaine était relativement moins touchée que la moyenne des régions, principalement en raison d'effets locaux positifs. Nous avons reproduit l'exercice, pour les régions d'une part et pour les zones d'emploi d'autre part.



DÉFINITIONS

À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

L'EFFET « STRUCTUREL »

correspond à la part de la croissance du territoire qui résulte de sa spécialisation sectorielle : un territoire plus spécialisé que la moyenne dans les secteurs globalement en croissance et moins spécialisé que la moyenne dans les secteurs globalement en déclin bénéficiera d'un effet structurel positif, sa spécialisation est bénéfique.

À l'inverse, un territoire positionné sur les secteurs globalement les plus en déclin pâtira d'un effet structurel négatif.

L'EFFET « RÉSIDUEL » OU « LOCAL »

quant à lui, est la part de croissance du territoire qui s'explique par tout ce qui ne relève pas de sa spécialisation (d'où le terme de « résiduel »).

À spécialisation identique, deux territoires peuvent en effet avoir des taux de croissance différents, parce que les entreprises de l'un des deux, appartenant pourtant aux mêmes secteurs, sont mieux positionnées stratégiquement, ou parce que l'un des territoires bénéficie d'avantages liés à sa proximité à d'autres territoires performants, ou parce que les relations entre les acteurs privés, ou entre les acteurs privés et publics, sont de meilleure qualité, etc.

Ce sont tous ces effets que capture potentiellement l'effet « résiduel », seul un travail de terrain, plus qualitatif, pouvant permettre d'identifier les raisons plus précises des valeurs observées.

TABEAU 3 RÉSULTATS DE L'ANALYSE STRUCTURELLE-RÉSIDUELLE 2019T4-2020T3
POUR LES RÉGIONS DE FRANCE MÉTROPOLITAINE

RÉGION	EFFET NATIONAL	EFFET STRUCTUREL	EFFET LOCAL	TAUX DE CROISSANCE
Auvergne-Rhône-Alpes	-1,58%	-0,07%	0,24%	-1,41%
Bourgogne-Franche-Comté	-1,58%	-0,16%	-0,35%	-2,09%
Bretagne	-1,58%	0,01%	0,55%	-1,02%
Centre-Val de Loire	-1,58%	-0,12%	0,13%	-1,57%
Corse	-1,58%	-0,01%	-2,36%	-3,95%
Grand Est	-1,58%	-0,05%	-0,12%	-1,75%
Hauts-de-France	-1,58%	0,00%	0,57%	-1,01%
Île-de-France	-1,58%	0,10%	-0,43%	-1,91%
Normandie	-1,58%	-0,04%	-0,26%	-1,88%
Nouvelle-Aquitaine	-1,58%	-0,01%	0,38%	-1,21%
Occitanie	-1,58%	0,08%	0,00%	-1,50%
Pays de la Loire	-1,58%	-0,09%	0,27%	-1,40%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	-1,58%	-0,06%	-0,09%	-1,73%

Pour toutes les régions, à l'exception de l'Occitanie, on constate de nouveau que les effets locaux dominent en valeur absolue les effets structurels.

> Dans le classement des régions sur le taux de croissance régional, **la Nouvelle-Aquitaine reste en troisième position des régions** de France métropolitaine, derrière les Hauts-de-France et la Bretagne.

Elle pâtit d'un **effet structurel quasi nul** (-0,01%), et d'un **effet local relativement important de +0,38%** (3^e valeur la plus forte derrière les deux mêmes régions).

> Cet effet local positif de la Nouvelle-Aquitaine s'explique pour une bonne part par une **dynamique moins défavorable de l'intérim** (taux de croissance de -9,98% France entière, contre -6,91% en Nouvelle-Aquitaine), **du commerce** (-0,24% en région contre -0,94% France entière), et par une **dynamique favorable, contrairement à ce qui est observé France entière, pour l'industrie agro-alimentaire** (+1,17% en région contre -0,20%). Ces trois secteurs contribuent à 55% des emplois « non détruits » en raison des effets locaux.

EXPLICATION

EFFET LOCAL POSITIF DE LA NOUVELLE-AQUITAINE

- Taux de croissance -



INTÉRIM

France

VS

Nouvelle-Aquitaine

-9,98%

-6,91%



COMMERCE

-0,94%

-0,24%



AGRO
ALIMENTAIRE

-0,20%

+1,17%

**CES 3 SECTEURS
CONTRIBUENT
À 55% DES EMPLOIS
« NON DÉTRUITS »
EN RAISON DES
EFFETS LOCAUX**

TABEAU 4 RÉSULTATS DE L'ANALYSE STRUCTURELLE-RÉSIDUELLE 2019T4-2020T3
POUR LES ZONES D'EMPLOI DE NOUVELLE-AQUITAINE

ZONE D'EMPLOI	EFFET NATIONAL	EFFET STRUCTUREL	EFFET LOCAL	TAUX DE CROISSANCE
Marmande	-1,58%	0,12%	1,31%	-0,14%
Bayonne	-1,58%	-0,13%	1,53%	-0,18%
Libourne	-1,58%	0,07%	1,31%	-0,20%
Bressuire	-1,58%	-0,33%	1,69%	-0,22%
Périgueux	-1,58%	0,20%	1,09%	-0,29%
Dax	-1,58%	-0,06%	1,29%	-0,35%
Mont-de-Marsan	-1,58%	0,01%	1,16%	-0,41%
La Rochelle	-1,58%	-0,05%	1,13%	-0,50%
Guéret	-1,58%	0,24%	0,58%	-0,76%
Tulle	-1,58%	0,21%	0,52%	-0,85%
Saintes - Saint-Jean-d'Angely	-1,58%	0,22%	0,48%	-0,88%
Bordeaux	-1,58%	0,14%	0,46%	-0,98%
Bergerac	-1,58%	0,22%	0,25%	-1,11%
Jonzac - Barbezieux-Saint-Hilaire	-1,58%	0,25%	0,21%	-1,12%
Villeneuve-sur-Lot	-1,58%	0,08%	0,28%	-1,22%
Niort	-1,58%	0,02%	0,29%	-1,27%
Limoges	-1,58%	-0,01%	0,28%	-1,30%
Brive-la-Gaillarde	-1,58%	0,05%	0,21%	-1,32%
Agen	-1,58%	0,22%	-0,09%	-1,45%
Angoulême	-1,58%	0,17%	-0,06%	-1,47%
Cognac	-1,58%	-0,03%	-0,08%	-1,68%
La Teste-de-Buch	-1,58%	-0,35%	0,13%	-1,80%
Ussel	-1,58%	0,37%	-0,63%	-1,84%
Châtelleraut	-1,58%	-0,54%	0,23%	-1,89%
Oloron-Sainte-Marie	-1,58%	0,24%	-0,72%	-2,06%
Pauillac	-1,58%	0,09%	-0,57%	-2,07%
Thouars - Loudun	-1,58%	-0,25%	-0,38%	-2,20%
Pau	-1,58%	0,29%	-0,97%	-2,26%
Poitiers	-1,58%	0,06%	-1,06%	-2,57%
Royan	-1,58%	0,07%	-1,26%	-2,76%
Rochefort	-1,58%	-0,13%	-2,25%	-3,96%
Sarlat-la-Canéda	-1,58%	-0,08%	-2,56%	-4,22%
Parthenay	-1,58%	-0,36%	-3,72%	-5,65%

A l'échelle des zones d'emploi de Nouvelle-Aquitaine, nous l'avons dit, le classement des zones est en partie, mais en partie seulement, conservé :



> D'autres zones voient leur situation relative fortement modifiée (Bayonne, Bressuire et Périgueux en positif, Ussel, Pau et Oloron-Sainte-Marie en négatif).

Les valeurs relatives des effets locaux et structurels sont conformes à celles observées pour les régions pour la grande majorité des zones d'emploi (domination des effets locaux sur les effets structurels).

> Nous avons comparé en complément la relation entre les valeurs des effets locaux et des effets structurels, pour l'ensemble des zones d'emploi françaises et pour l'ensemble des régions françaises, entre les deux sous-périodes 2019T4-2020T2 et 2019T4-2020T3 : dans tous les cas, les résultats sont très peu modifiés.



EN CONCLUSION



» La reprise observée au troisième trimestre 2020 a permis d'amortir le choc des deux premiers trimestres, sans toutefois le compenser entièrement.

Globalement, on observe que les régions, les zones d'emploi et les secteurs qui avaient le plus souffert sont ceux qui ont le plus bénéficié de la reprise. Ces renversements de tendance conduisent logiquement à réduire les écarts de dynamiques entre les territoires et entre les secteurs, mais ceci, cependant, n'a pas modifié sensiblement le classement de ces entités, en dehors de quelques exceptions.

» Sur l'ensemble de la période, la Nouvelle-Aquitaine reste l'une des régions moins touchées, derrière les Hauts-de-France et la Bretagne. Elle continue à bénéficier d'effets locaux favorables, en raison d'une dynamique moins mauvaise de l'intérim et du commerce, et d'une dynamique favorable de l'industrie agroalimentaire.

» A l'échelle des zones d'emploi, on constate qu'en dépit du taux de croissance le plus élevé de la région au troisième trimestre, Sarlat-la-Canéda reste l'une des plus touchées. Parthenay la devance

cependant sur ce point. Marmande reste la zone la moins touchée. Certains territoires (Bayonne, Pauillac, Bressuire et Périgueux) ont connu des dynamiques bien plus fortes qu'attendus. A l'inverse, Parthenay, Pau et Rochefort sont impactées beaucoup plus fortement que ce qu'aurait pu laisser penser leur dynamique du premier semestre. Ceci fait que la situation relative des zones d'emploi de Nouvelle-Aquitaine est moins stable qu'observé France entière.



La prochaine livraison des chiffres à fin décembre 2020 permettra d'analyser l'impact du nouveau confinement de l'automne. Il n'est pas exclu que l'on observe de nouveau un choc négatif sur l'ensemble des territoires français, dont il conviendra d'étudier l'ampleur et la géographie.



ANNEXES

OUTILS STATISTIQUES MOBILISÉS POUR COMPARER LES SOUS-PÉRIODES

Pour comparer la période 2019T4-2020T2, 2020T2-2020T3 et 2019T4-2020T3, nous mobilisons principalement deux outils statistiques, les coefficients de corrélation de Pearson et les coefficients de corrélation de Spearman.

Dans les deux cas, l'idée est de comparer deux distributions de taux de croissance, pour savoir si elles sont corrélées, d'une part, si elles sont corrélées positivement ou négativement, d'autre part, et enfin si ces corrélations éventuelles sont faiblement ou fortement significatives.

Si on se focalise par exemple sur la comparaison 2019T4-2020T2 et 2020T2-2020T3, plusieurs résultats sont potentiellement possibles :

- **Corrélation positive** : les territoires qui ont le plus souffert aux deux premiers trimestres ont les taux de croissance les plus faibles au troisième trimestre. Autrement dit, ceux qui allaient mal début d'année vont également mal au trimestre d'été. Cette corrélation peut être faiblement ou fortement significative,
- **Corrélation négative** : les territoires qui ont le plus souffert aux deux premiers trimestres ont les taux de croissance les plus forts au troisième trimestre. Cette fois, les territoires ayant le plus souffert bénéficient le plus de la reprise. Là encore, cette corrélation peut être faiblement ou fortement significative,
- **Absence de corrélation** : on n'observe pas de relation linéaire significative, ni positive ni négative, entre les deux distributions.



DÉFINITIONS ET USAGES

COEFFICIENT DE CORRÉLATION

DE SPEARMAN

On privilégie le coefficient de corrélation de Spearman lorsqu'on dispose d'un nombre d'observation relativement faible (moins de trente observations). C'est le cas lorsqu'on analyse les Régions ou les secteurs A28. Ce coefficient est un test non paramétrique qui compare les rangs des observations, afin de savoir si les classements des entités sont les mêmes dans les deux cas ou pas, dans le même ordre (corrélation positive) ou dans un ordre inverse (corrélation négative). On l'utilise également lorsqu'on observe des valeurs extrêmes dans la distribution.

DE PEARSON

Le coefficient de corrélation de Pearson, qui est un test paramétrique, est utilisé quand on dispose d'un nombre suffisant d'observations, comme dans le cas des zones d'emploi (322 observations) ou des secteurs A88, et qu'il n'y a pas de valeurs « berrantes » dans la distribution (observations pour lesquelles on observe des valeurs très fortes ou très faibles, éloignées de l'ensemble des valeurs des autres observations).

> Comme on observe, au sein de la distribution des secteurs A88 et des zones d'emploi, des valeurs extrêmes, nous avons choisi d'estimer des coefficients de corrélation de rang (coefficients de Spearman) dans tous les cas.

Les indicateurs varient entre -1 et +1 : la corrélation est négative quand on s'approche de -1 et positive quand on s'approche de +1. Elle est nulle quand on s'approche de 0.

Il convient également d'analyser la significativité des résultats obtenus, pour savoir s'ils ne sont pas le fruit du hasard. On utilise pour cela des **tests de significativité statistique**, pour savoir si le résultat obtenu peut être le fruit du hasard, ou bien s'il est suffisamment robuste.

Pour ce document, nous avons retenu les seuils de 1% et de 5% : si l'on obtient une valeur positive du paramètre estimé, retenir un seuil de 1% signifie qu'il y a 99% de chance que le paramètre soit significativement différent de 0, et pour un seuil de 5%, la probabilité que le paramètre estimé soit significativement différent de 0 est de 95%.

TABLEAU 5 COEFFICIENTS DE CORRÉLATION
DE RANG ENTRE LES DISTRIBUTIONS
DE TAUX DE CROISSANCE

	2019T4-2020T2 vs 2020T2-2020T3	2019T4-2020T2 vs. 2019T4-2020T3
Région	-0,27	0,85**
Secteurs A28	-0,30	0,68**
Secteurs A88	-0,37**	0,79**
Zones d'emploi France	-0,48**	0,70**
Zones d'emploi Nouvelle-Aquitaine	-0,62**	0,48*

* : coefficient significatif au seuil de 5%

** : coefficient significatif au seuil de 1%

> On constate que tous les coefficients sont négatifs lorsqu'on compare la distribution des taux de croissance des deux premiers trimestres et celle du troisième trimestre, ce qui signifie que, **globalement, les entités qui avaient le plus souffert initialement ont le plus profité de la reprise**. Pour les régions et les secteurs A28, les coefficients ne sont cependant pas significativement différents de 0, il n'y a donc pas de relation claire. Pour les secteurs A88 et les zones d'emploi, les coefficients sont très significatifs, mais leur valeur est relativement faible, notamment pour les secteurs en A88. La valeur la plus forte est finalement observée pour les zones d'emploi de Nouvelle-Aquitaine.

> Lorsqu'on compare la période allant de fin décembre à fin juin à celle allant de fin décembre à fin septembre, on constate que tous les coefficients sont positifs et significatifs. Ils prennent des valeurs très élevées dans la majorité des cas, signe que les dynamiques observées au troisième trimestre ne modifient pas le classement des entités. C'est un peu moins vrai **pour les zones d'emploi de Nouvelle-Aquitaine : la corrélation est certes positive, elle est significative mais seulement au seuil de 5%, et la valeur du coefficient est plus faible. Les territoires de la région ont donc vu plus qu'ailleurs leur situation évoluer.**

ANNEXE 2

PRÉSENTATION DE L'ANALYSE STRUCTURELLE-RÉSIDUELLE

L'analyse structurelle-résiduelle permet de décomposer le taux de croissance d'un territoire i , noté $t(i)$ en trois composantes : une composante nationale, notée t , qui correspond au taux de croissance observé dans l'espace de référence (*généralement l'espace national*), une composante structurelle, notée $t_s(i)$, et une composante dite locale, ou résiduelle, notée $t_r(i)$:

$$t(i) = t + t_s(i) + t_r(i)$$

L'effet national est simplement égal au taux de croissance observé France entière.

Pour calculer les effets structurels et résiduels, il convient de disposer du poids des secteurs j pour le territoire i , notés $p(i,j)$ et de ces mêmes poids pour l'ensemble de référence, notés $p(.,j)$. Il convient également de disposer des taux de croissance par secteur pour le territoire i , notés $t(i,j)$ et pour l'ensemble de référence, notés $t(.,j)$.

Les deux effets se calculent comme suit :

$$t_s(i) = \sum_j p(i,j)t(.,j) - t$$

$$t_r(i) = \sum_j p(i,j)t(i,j) - \sum_j p(i,j)t(.,j)$$

Le problème à l'échelle des zones d'emploi est qu'on ne dispose pas, à l'heure actuelle, des effectifs par secteur et par territoire, donc des termes $t(i,j)$. Le calcul détaillé des effets résiduels n'est donc pas possible.

On peut cependant calculer l'effet résiduel global quand on connaît le taux de croissance global de l'espace de référence, le taux de croissance global du territoire i et l'effet structurel global de ce même territoire :

$$t_r(i) = t(i) - t_s(i) - t = t(i) - \sum_j p(i,j)t(.,j)$$

C'est cette méthodologie qui est employée dans ce document pour les zones d'emploi. Pour les Régions, on peut d'ores et déjà calculer les contributions sectorielles aux effets locaux.

ANNEXE 3

ÉVOLUTION DES SECTEURS A88

SECTEURS	2019T4-2020T2	2020T2-2020T3	2019T4-2020T3
78a Activités liées à l'emploi [intérimaires]	-14,37%	22,77%	-3,44%
90 Activités créatives, artistiques et de spectacle	-10,55%	15,18%	-2,68%
59 Production de films cinématographiques, de vidéo et de programmes de télévision ; enregistrement sonore et édition musicale	-5,67%	12,72%	0,10%
93 Activités sportives, récréatives et de loisirs	-5,44%	7,96%	-1,17%
91 Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles	-6,76%	7,13%	-2,34%
55 Hébergement	-9,13%	6,20%	-4,28%
50 Transports par eau	-4,24%	5,43%	-1,12%
56 Restauration	-5,09%	4,98%	-1,85%
07 Extraction de minerais métalliques	-8,85%	4,96%	-4,46%
94 Activités des organisations associatives	-2,66%	4,19%	-0,43%
85 Enseignement	-1,62%	3,83%	0,17%
92 Organisation de jeux de hasard et d'argent	-4,83%	3,21%	-2,22%
88 Action sociale sans hébergement	-1,20%	2,60%	0,05%
78b Activités liées à l'emploi [hors intérimaires]	-1,77%	2,58%	-0,34%
73 Publicité et études de marché	-2,07%	2,04%	-0,72%
09 Services de soutien aux industries extractives	9,56%	1,60%	6,84%
43 Travaux de construction spécialisés	-0,02%	1,58%	0,51%
37 Collecte et traitement des eaux usées	-0,78%	1,52%	-0,02%
77 Activités de location et location-bail	-2,63%	1,50%	-1,27%
96 autres services personnels	-1,73%	1,34%	-0,71%
86 Activités pour la santé humaine	-0,20%	1,29%	0,29%
74 autres activités spécialisées, scientifiques et techniques	-0,43%	1,25%	0,13%
60 Programmation et diffusion	-1,63%	1,19%	-0,70%
80 Enquêtes et sécurité	-1,80%	1,16%	-0,82%
63 Services d'information	0,08%	1,15%	0,43%
11-12 Fabrication de boissons et de produits à base de tabac	-0,79%	1,14%	-0,15%

SECTEURS	2019T4-2020T2	2020T2-2020T3	2019T4-2020T3
75 Activités vétérinaires	1,23%	1,14%	1,20%
10 Industries alimentaires	-0,64%	1,11%	-0,06%
82 Activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	-1,68%	1,07%	-0,77%
81 Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	-1,05%	0,94%	-0,39%
41 Construction de bâtiments	-0,35%	0,86%	0,05%
70 Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion	-0,35%	0,84%	0,04%
49 Transports terrestres et transport par conduites	-0,93%	0,82%	-0,35%
45 Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles	-0,31%	0,81%	0,06%
38 Collecte, traitement et élimination des déchets ; récupération	-0,43%	0,71%	-0,05%
61 Télécommunications	-1,35%	0,70%	-0,67%
72 Recherche-développement scientifique	0,16%	0,63%	0,31%
66 Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance	-0,21%	0,61%	0,06%
39 Dépollution et autres services de gestion des déchets	0,08%	0,57%	0,24%
84 Administration publique et défense ; sécurité sociale obligatoire	-0,78%	0,43%	-0,38%
47 Commerce de détail, à l'exception des automobiles et des motocycles	-0,73%	0,39%	-0,36%
46 Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles	-0,74%	0,32%	-0,38%
65 Assurance	-0,72%	0,31%	-0,38%
69 Activités juridiques et comptables	-0,27%	0,28%	-0,08%
21 Industrie pharmaceutique	0,14%	0,26%	0,18%
62 Programmation, conseil et autres activités informatiques	-0,10%	0,23%	0,01%
15 Industrie du cuir et de la chaussure	-1,24%	0,21%	-0,76%
71 Activités d'architecture et d'ingénierie ; activités de contrôle et analyses techniques	-0,24%	0,20%	-0,09%
52 Entreposage et services auxiliaires des transports	-0,31%	0,13%	-0,16%
32 autres industries manufacturières	-0,61%	0,11%	-0,37%
42 Génie civil	0,32%	0,06%	0,23%
58 Édition	0,20%	-0,02%	0,13%
68 Activités immobilières	-0,89%	-0,02%	-0,60%
23 Fabrication d'autres produits minéraux non métalliques	-0,74%	-0,05%	-0,51%
16 Travail du bois et fabrication d'articles en bois et en liège, à l'exception des meubles ; fabrication d'articles en vannerie et sparterie	-0,25%	-0,06%	-0,19%
36 Captage, traitement et distribution d'eau	0,16%	-0,06%	0,08%
35 Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	-0,22%	-0,08%	-0,18%
95 Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques	-0,56%	-0,09%	-0,41%
30 Fabrication d'autres matériels de transport	-0,14%	-0,24%	-0,17%
33 Réparation et installation de machines et d'équipements	-0,45%	-0,29%	-0,40%
51 Transports aériens	-1,88%	-0,32%	-1,36%
20 Industrie chimique	-0,18%	-0,34%	-0,23%
64 Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	-0,51%	-0,35%	-0,46%
26 Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	-0,31%	-0,42%	-0,34%
08 autres industries extractives	0,03%	-0,47%	-0,14%
87 Hébergement médico-social et social	0,51%	-0,51%	0,17%
17 Industrie du papier et du carton	-0,34%	-0,54%	-0,41%
27 Fabrication d'équipements électriques	-0,89%	-0,62%	-0,80%
19 Cokéfaction et raffinage	-0,47%	-0,78%	-0,57%
22 Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	-0,64%	-0,92%	-0,73%
24 Métallurgie	-0,88%	-1,01%	-0,93%
25 Fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements	-0,96%	-1,11%	-1,01%
28 Fabrication de machines et équipements n.c.a.	-0,79%	-1,11%	-0,89%
29 Industrie automobile	-0,87%	-1,19%	-0,98%
31 Fabrication de meubles	-1,11%	-1,19%	-1,14%
79 Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation et activités connexes	-5,58%	-1,19%	-4,14%
53 Activités de poste et de courrier	-1,60%	-1,20%	-1,47%
18 Imprimerie et reproduction d'enregistrements	-1,54%	-1,30%	-1,46%
05-06 Extraction de houille, de lignite et d'hydrocarbures	-0,68%	-1,38%	-0,92%
13 Fabrication de textiles	-0,47%	-1,78%	-0,90%
14 Industrie de l'habillement	-1,13%	-1,96%	-1,41%

ANNEXE 4

ÉVOLUTION DES ZONES D'EMPLOI DE NOUVELLE-AQUITAINE

ZONE D'EMPLOI	2019T4_2020T2	2020T2_2020T3	2019T4_2020T3
7210 Marmande	-0,80%	1,46%	-0,05%
7212 Bayonne	-2,14%	4,28%	-0,05%
7205 Libourne	-1,16%	2,16%	-0,07%
5412 Bressuire	-1,47%	2,76%	-0,08%
7208 Dax	-1,21%	2,18%	-0,09%
7202 Périgueux	-1,53%	2,85%	-0,09%
50 Mont-de-Marsan	-1,21%	2,05%	-0,14%
5409 La Rochelle	-1,45%	2,49%	-0,16%
7403 Guéret	-1,15%	1,58%	-0,25%
7401 Tulle	-1,41%	2,02%	-0,28%
5406 Saintes - Saint-Jean-d'Angely	-1,12%	1,39%	-0,29%
7204 Bordeaux	-1,18%	1,41%	-0,33%
7201 Bergerac	-1,20%	1,31%	-0,37%
5404 Jonzac - Barbezieux-Saint-Hilaire	-1,55%	2,03%	-0,37%
7211 Villeneuve-sur-Lot	-1,41%	1,63%	-0,41%
5410 Niort	-1,28%	1,30%	-0,42%
7404 Limoges	-1,32%	1,36%	-0,44%
57 Brive-la-Gaillarde	-2,04%	2,83%	-0,44%
7209 Agen	-1,43%	1,43%	-0,48%
5403 Angoulême	-1,35%	1,26%	-0,49%
5405 Cognac	-2,13%	2,64%	-0,56%
7207 La Teste-de-Buch	-2,39%	3,05%	-0,61%
7402 Ussel	-1,06%	0,26%	-0,62%
5402 Châtelleraut	-2,80%	3,83%	-0,64%
7213 Oloron-Sainte-Marie	-1,11%	0,16%	-0,69%
7206 Pauillac	-3,50%	5,11%	-0,71%
5401 Thouars - Loudun	-1,46%	0,72%	-0,74%
7214 Pau	-1,17%	0,06%	-0,76%
5413 Poitiers	-1,77%	0,97%	-0,87%
5407 Royan	-2,90%	2,99%	-0,97%
5408 Rochefort	-3,29%	2,56%	-1,38%
7203 Sarlat-la-Canéda	-5,39%	6,71%	-1,52%
5411 Parthenay	-2,78%	-0,16%	-1,92%

CARTOGRAPHIE DES ZONES D'EMPLOI « ATYPIQUES »

> Nous avons analysé le lien entre la croissance du troisième trimestre et la croissance des deux premiers trimestres.

Il s'agit plus précisément d'estimer un modèle économétrique de la forme $y=ax+b$ avec y le taux de croissance trimestriel moyen 2020T2-2020T3 et x le taux de croissance 2019T4-2020T2.

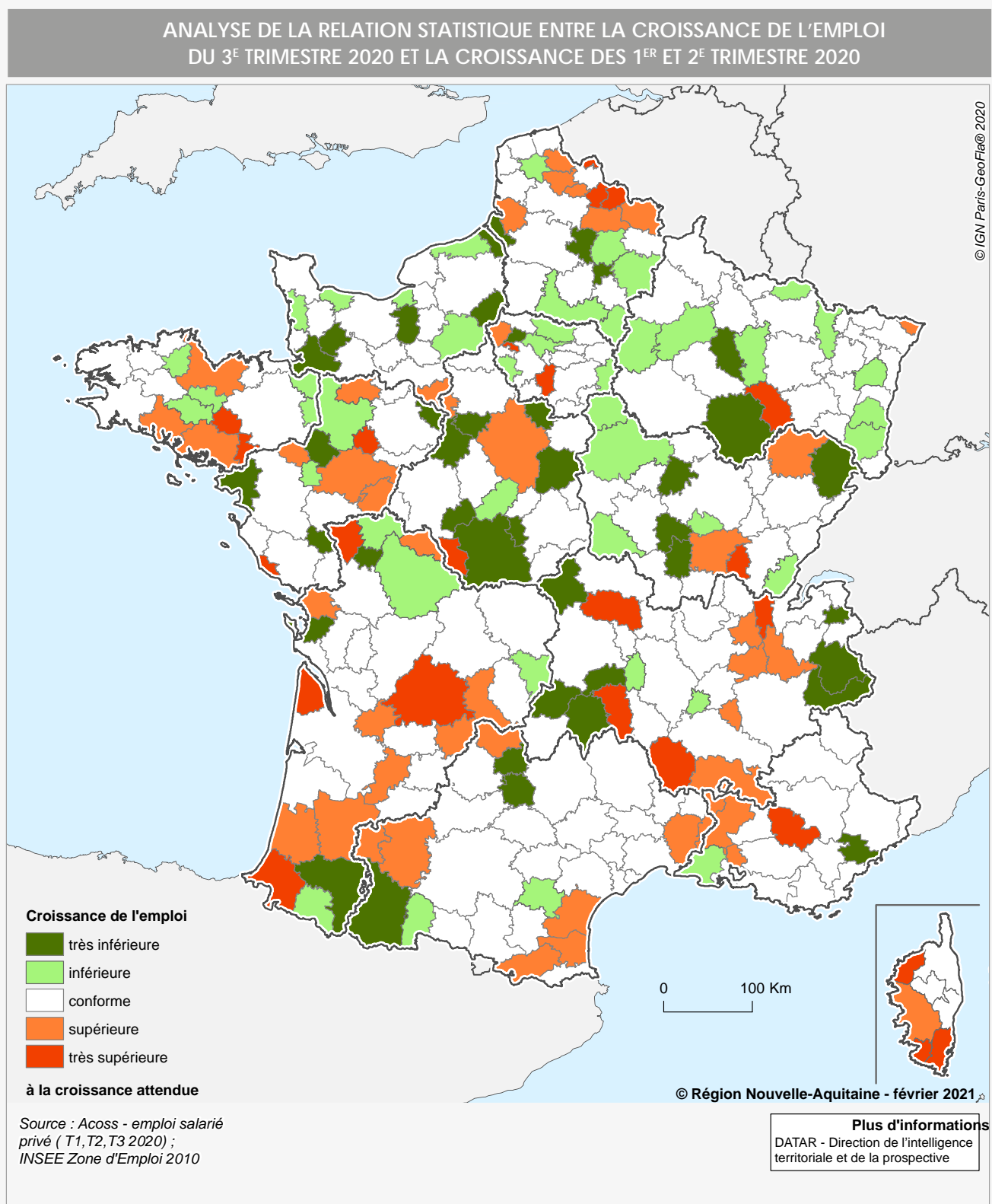
La qualité du modèle testé est bonne, le R^2 étant de 63% : les différences de taux de croissance du premier semestre « expliquent » près des deux tiers des différences observées au troisième trimestre. La relation est de plus négative et très significative : les zones d'emploi ayant le plus souffert au premier semestre ont plus bénéficié de la reprise, et réciproquement.

> Nous avons ensuite identifié les zones d'emploi qui s'écartent le plus du modèle : celles qui présentent un taux de croissance très inférieur à ce que prédit le modèle (résidus standardisés inférieur à -1 écart-type), celle qui présentent un taux de croissance inférieur à la prédiction (résidus standardisés compris entre -1 et -0,5), les zones conformes au modèle (résidus compris entre -0,5 et +0,5), les zones qui présentent un taux de croissance supérieur (résidus compris entre +0,5 et +1) voire très supérieur (résidus supérieurs à +1).

A l'échelle de la Nouvelle-aquitaine, les zones « atypiques », autrement dit celles qui s'écartent le plus du modèle, sont reprises dans le tableau ci-contre.

Croissance 3 ^e Trimestre (T3)	Zone d'emploi	Résidus standardisés
très inférieure au modèle	Parthenay	-3,06
	Pau	-1,15
	Rochefort	-1,08
	Oloron-Sainte-Marie	-1,00
inférieure au modèle	Poitiers	-0,94
	Thouars-Loudun	-0,84
	Ussel	-0,84
supérieure au modèle	Brive-la-Gaillarde	0,50
	Marmande	0,55
	Sarlat-la-Canéda	0,56
	Châtelleraut	0,63
	Mont-de-Marsan	0,65
	Dax	0,78
	La Rochelle	0,80
	Libourne	0,81
très supérieure au modèle	Bressuire	1,04
	Périgueux	1,05
	Pauillac	1,07
	Bayonne	1,73

La carte ci-dessous reprend les résultats pour l'ensemble des zones d'emploi de France métropolitaine.



NOTES



L'IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA CRISE

sur les territoires de Nouvelle-Aquitaine

Pour plus de renseignements,
contactez la DITP (Pôle DATAR) à l'adresse suivante :

ditp@nouvelle-aquitaine.fr

Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Attractivité Régionale (DATAR)
Région Nouvelle-Aquitaine

Retrouvez toute l'information actualisée en direct
sur les outils numériques de la Région :

LE SITE INSTITUTIONNEL ET LE PORTAIL DES TERRITOIRES :

nouvelle-aquitaine.fr

territoires.nouvelle-aquitaine.fr

TOUTES LES AIDES ET DISPOSITIFS RÉGIONAUX SUR :

les-aides.nouvelle-aquitaine.fr

entreprises.nouvelle-aquitaine.fr

**Cette étude, réalisée par la Direction
de l'Intelligence Territoriale et de la
Prospective (DITP) - Pôle DATAR**
fait partie d'une série consacrée à l'analyse

*de l'impact de la crise sur les territoires de
Nouvelle-Aquitaine.
D'autres numéros thématiques seront
publiés au fil des données analysées.*

Date de rédaction : Mars 2021



RÉGION
**Nouvelle-
Aquitaine**

nouvelle-aquitaine.fr